

PROPOS LIMINAIRE

Conférence de presse

Mercredi 23 juillet 2025

Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA et c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour notre conférence de presse hebdomadaire.

Que vous soyez ici dans cette salle à Bangui ou à l'écoute de Radio Guira, soyez les bienvenus.

+++

Commençons avec l'actualité de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA.

Valentine Rugwabiza s'est rendue la semaine dernière, du 14 au 17 juillet, en visite officielle en République populaire de Chine où elle a eu plusieurs rencontres de haut niveau avec les autorités politiques et sécuritaires du pays.

Leurs discussions ont porté sur les récents développements dans la mise en œuvre du mandat de la MINUSCA en vue de bâtir une compréhension commune avant le prochain vote sur le renouvellement du mandat de la Mission, un vote programmé en novembre prochain.

La Cheffe de la MINUSA a également visité une entreprise leader mondial dans le secteur des énergies renouvelables, ainsi que l'institut chinois de formation des forces de police de maintien de la paix où elle a pu apprécier les capacités et l'état opérationnels des recrues, mais aussi

l'engagement ferme des autorités chinoises pour des opérations de maintien de la paix plus efficientes.

La République populaire de Chine est un acteur majeur du financement des onze opérations de maintien de la paix de l'ONU actuellement en cours, dont la MINUSCA, avec une contribution représentant près de 24 % du budget total.

Elle est aussi l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies qui établit, prolonge, modifie ou met fin aux mandats des opérations de maintien de la paix.

+++

Outre la République populaire de Chine, les autres membres permanents du Conseil de sécurité sont les Etats-Unis, la Fédération de Russie, la France et le Royaume-Uni.

Le Royaume-Uni justement dont une délégation de l'ambassade basée en République démocratique du Congo, qui couvre également la République centrafricaine, est en visite cette semaine à Bangui.

Au programme : Des rencontres avec les responsables de la MINUSCA et d'autres partenaires présents en Centrafrique.

L'objectif principal de cette visite est de maintenir l'engagement bilatéral de routine avec les partenaires présents en République centrafricaine et de mieux comprendre le contexte politico-sécuritaire, notamment les progrès du processus de paix, les préparations des élections, ainsi que les mécanismes de préparation aux crises.

+++

Le soutien technique, logistique, sécuritaire et financier de la MINUSCA aux opérations menées actuellement par l'Unité d'exécution du

programme national de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement (UEPNDDRR) se poursuit.

Deux sites sont désormais opérationnels, le premier à Maloum dans la préfecture de la Ouaka et le deuxième à Kouï dans l'Ouham-Pendé.

A Maloum, 112 ex-combattants du groupe armé UPC ont été désarmés et démobilisés depuis le dimanche 13 juillet alors que 100 armes individuelles et collectives ainsi que des munitions ont été remises.

A Kouï, ce sont 66 ex-combattants du groupe armé 3R qui ont été désarmés et démobilisés depuis le 18 juillet et 51 armes collectées.

La MINUSCA accompagne chaque étape du processus, qu'il s'agisse de la planification, du déploiement sur le terrain des équipes mobiles et de leur équipement, de la vérification et du stockage en lieu sûr des armes et munitions collectées, de la remise des kits de démobilisation ou encore de la sécurisation des opérations grâce à la présence de Casques bleus sur les sites.

L'appui de la MINUSCA se fait à la demande du Gouvernement centrafricain. Il s'agit pour la Mission de mettre en œuvre l'une des priorités de son mandat, celle du soutien au processus de paix, matérialisé par l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, l'APPR, du 6 février 2019 et les récents accords du 19 avril 2025.

Lors de la cérémonie du 10 juillet dernier marquant la signature des accords entre le Gouvernement et les groupes armés 3R et UPC, la Représentante spéciale du Secrétaire général avait souligné que cette opération de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) d'envergure n'était « *pas seulement une entreprise technique* » mais qu'elle était également « *un symbole de confiance renouvelée. Elle est un pont entre le passé et un avenir fondé sur l'unité et la dignité de tous*

les Centrafricains, valeurs inscrites dans la devise de la République centrafricaine ».

+++

Outre l'appui qu'elle apporte pour la réussite du processus de paix, la MINUSCA continue de soutenir l'organisation des prochaines élections locales, présidentielle et législatives.

Ces derniers jours, à la demande de l'ANE, l'Autorité nationale des élections, la Mission a transporté sur ses avions des agents de l'ANE ainsi que les listes électorales provisoires et les formulaires de réclamation depuis Bangui vers six préfectures et plusieurs localités difficiles d'accès : les préfectures de Bamingui-Bangoran, Mbomou, Haut-Mbomou, Basse-Kotto, Haute-Kotto et Vakaga et les villes de Ndélé, Alindao, Bangassou, Obo, Zemio et Birao.

Il est prévu que les listes électorales provisoires soient affichées jusqu'au 28 juillet.

C'est ce fichier, qui, une fois finalisé, sera utilisé pour les prochains scrutins. Il s'agit donc d'une étape cruciale afin de garantir une liste finale crédible, inclusive et transparente.

Le partage d'informations et la communication sont plus que nécessaires pour accompagner cette étape. Et c'est dans ce cadre que la MINUSCA poursuit également son appui à l'ANE dans ses efforts de sensibilisation et d'éducation civique.

La semaine dernière, 46 activités, touchant 3 029 personnes, dont 62 % de femmes, ont été menées sur l'ensemble du territoire centrafricain. Nous pouvons citer Birao dans la Vakaga pour Birao, Am-Dafock et

Ouandja, Bria dans la Haute-Kotto, Nola dans la Mambéré ou Berberati dans la Mambéré-Kadei.

+++

Parlons maintenant du soutien apporté par la MINUSCA à la réforme du secteur de la sécurité.

Des bâtiments administratifs et à usage d'instruction, rénovés et équipés par la MINUSCA et la Mission de formation de l'Union européenne en République centrafricaine, EUTM RCA, ont été remis hier au Gouvernement centrafricain en présence du Président de la République et Chef de l'Etat et du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies par intérim.

Ces bâtiments sont situés dans l'enceinte de l'école spéciale de formation des officiers d'active (ESFOA) au Camp Kasaï à Bangui. Il s'agit notamment de salles de cours, d'amphithéâtres, de bureaux, d'une infirmerie et d'un réfectoire.

La mise à disposition de ces installations fait partie du soutien apporté à l'État centrafricain pour lui permettre d'assurer une formation de qualité à ses cadres militaires, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité et de la politique et de la stratégie nationales de défense validées en 2024.

+++

Enfin la dernière information de ce jour m'a été transmise par mes collègues de l'équipe de pays des Nations Unies en République centrafricaine à l'occasion de l'appel lancé hier par le Secrétaire général de l'ONU en faveur d'une transition énergétique juste et rapide.

En déclarant que « *les énergies fossiles sont en bout de course* » et que « *nous sommes à l'aube d'une ère des énergies propres* », le Secrétaire général a rappelé que les énergies renouvelables ne sont plus un pari pour l'avenir, mais une réalité économique et un impératif sécuritaire, qui peuvent créer des millions d'emplois, garantir l'accès à une énergie propre, abordable et souveraine, et renforcer la stabilité des économies face aux chocs géopolitiques.

La République centrafricaine, signataire de l'Accord de Paris, s'inscrit pleinement dans cet élan. Une stratégie bas carbone à long terme a été élaborée et les enjeux climatiques ont été intégrés dans le Plan national de développement 2024-2028.

En visant une réduction inconditionnelle de 11,8 % et conditionnelle de 24,3 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, la Centrafrique affirme sa volonté de conjuguer relèvement, développement durable et résilience climatique. Elle s'engage à mettre en œuvre une transition énergétique juste, inclusive et adaptée à ses réalités.

La mise en œuvre de ces engagements reste néanmoins confrontée à plusieurs défis, notamment la mobilisation insuffisante des ressources, ce qui souligne l'importance du soutien continu des partenaires techniques et financiers pour accompagner les efforts nationaux.

+++

Il est 11hXX à Bangui et nous allons maintenant entamer la session des questions et réponses. Je suis à votre écoute.

+++

Avant de donner la parole à Emmanuel Takolo pour le résumé en sango, je vous rappelle que vous pouvez retrouver en temps réel toutes

les informations de la MINUSCA sur le site web de la Mission, sur Facebook, X, YouTube et Instagram.

+++

L'heure est venue de clore cette conférence de presse.

Merci à tous pour votre participation.